

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie- Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

018.20

Décision de réunion à huis-clos

Vu l'article L.2121-18 du CGCT, lequel prévoit :

Les séances des conseils municipaux sont publiques. Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis-clos.

Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L. 2121-16, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Considérant la propagation du virus Coronavirus – Covid-19 sur le territoire national et les risques qu'il entraîne pour la santé publique,

Considérant la situation du département du Morbihan, lequel se trouve être le troisième foyer de contamination du Coronavirus -Covid-19,

Considérant les motifs sanitaires qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou favoriser les risques de contagion,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal, par nécessité d'ordre public et pour des raisons sanitaires de décider d'une réunion à huis-clos,

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de se réunir à huis-clos.

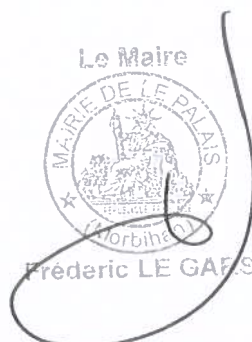
Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-018-20-DE



DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

019.20

Approbation du Plan Local d'Urbanisme

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-21,

Vu le Schéma de cohérence territoriale du Pays d'Auray approuvé le 14 février 2014,

Vu la délibération n°089/11 du 21 novembre 2011 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation,

Vu le débat au sein du conseil municipal des 12 décembre 2013 et 17 décembre 2015 portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU,

Vu la délibération du conseil municipal n°035-18 du 23 avril 2018 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU,

Vu la consultation des personnes publiques associées et consultées conformément au Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal n° 007-2019 du 02 juillet 2019 prescrivant l'enquête publique du projet arrêté du PLU,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 juillet 2019 au 7 septembre 2019,

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur,

Vu le plan local d'urbanisme amendé, tel qu'annexé à la présente délibération,

Vu le tableau synthétisant les modifications apportées au projet de PLU joint à la présente délibération,

Considérant que les observations émises par les services consultés et par les résultats de l'enquête publique justifient des adaptations et corrections mineures, exposées dans le tableau des modifications apportées, annexé à la présente délibération,

Considérant que les modifications apportées au projet de PLU ne remettent pas en cause son économie générale,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Le conseil municipal, sur rapport de Monsieur le Maire, à l'unanimité,

- **Décide d'approuver les modifications apportées au projet de PLU tel qu'il a été arrêté ;**
- **Décide d'approuver le projet de PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;**

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme :

- D'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois ;
- D'une mention de son affichage, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, Le Télégramme et Ouest France,
- D'un affichage sur le site internet de la Commune.

La présente délibération, ainsi que le dossier de PLU, sera exécutoire dès sa réception par Monsieur le Préfet, après l'accomplissement des mesures de publicité rappelées ci-dessus.

Le plan local d'urbanisme approuvé sera ensuite tenu à la disposition du public en mairie de LE PALAIS, Place de l'Hôtel de Ville aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'en Préfecture de VANNES.

Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire
Transmise en Préfecture le 6 mars 2020
Publiée le : 6 mars 2020
ID : 056-215601527-20200305-019-20-DE

Le Maire
Mairie de Le Palais
Gorbinaud
Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

019.20

Approbation du Plan Local d'Urbanisme

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.153-21,

Vu le Schéma de cohérence territoriale du Pays d'Auray approuvé le 14 février 2014,

Vu la délibération n°089/11 du 21 novembre 2011 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation,

Vu le débat au sein du conseil municipal des 12 décembre 2013 et 17 décembre 2015 portant sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU,

Vu la délibération du conseil municipal n°035-18 du 23 avril 2018 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU,

Vu la consultation des personnes publiques associées et consultées conformément au Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté municipal n° 007-2019 du 02 juillet 2019 prescrivant l'enquête publique du projet arrêté du PLU,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 23 juillet 2019 au 7 septembre 2019,

Vu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur,

Vu le plan local d'urbanisme amendé, tel qu'annexé à la présente délibération,

Vu le tableau synthétisant les modifications apportées au projet de PLU joint à la présente délibération,

Considérant que les observations émises par les services consultés et par les résultats de l'enquête publique justifient des adaptations et corrections mineures, exposées dans le tableau des modifications apportées, annexé à la présente délibération,

Considérant que les modifications apportées au projet de PLU ne remettent pas en cause son économie générale,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Le conseil municipal, sur rapport de Monsieur le Maire, à l'unanimité,

- **Décide d'approuver les modifications apportées au projet de PLU tel qu'il a été arrêté ;**
- **Décide d'approuver le projet de PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;**

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme :

- D'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois ;
- D'une mention de son affichage, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, Le Télégramme et Ouest France,
- D'un affichage sur le site internet de la Commune.

La présente délibération, ainsi que le dossier de PLU, sera exécutoire dès sa réception par Monsieur le Préfet, après l'accomplissement des mesures de publicité rappelées ci-dessus.

Le plan local d'urbanisme approuvé sera ensuite tenu à la disposition du public en mairie de LE PALAIS, Place de l'Hôtel de Ville aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'en Préfecture de VANNES.

Délibération rendue exécutoire
Transmise en Préfecture le 6 mars 2020
Publiée le : 6 mars 2020
ID : 056-215601527-20200305-019-20-DE

Pour extrait conforme,



DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

020.20	Approbation du Zonage d'Assainissement des Eaux Pluviales (annexe PLU)
---------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10,

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.151-24,

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 dite loi sur l'eau,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Bretagne (MRAe) du 20 août 2018 qui décide que le projet de révision du zonage des eaux pluviales de la commune de LE PALAIS doit faire l'objet d'une évaluation environnementale,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 septembre 2018 validant le schéma directeur des eaux pluviales de la commune,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Vu l'avis 2019-006793-43135 6793 tacite en date du 2 mai 2019 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) sur l'évaluation environnementale du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de LE PALAIS,

Vu l'arrêté municipal N°007-2019 URBA du 2 juillet 2019 portant ouverture d'une enquête publique unique relative au Plan Local d'Urbanisme, au zonage d'assainissement des eaux pluviales et du zonage d'assainissement des eaux usées,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée **du mardi 23 juillet 2019 à 9h30 au samedi 7 septembre à 12 h 30.**

Vu le rapport et les conclusions motivée de la commission d'enquête,

Considérant qu'il est nécessaire d'établir un zonage d'assainissement des eaux pluviales pour assurer une compatibilité avec les objectifs d'urbanisation du Plan Local d'Urbanisme en cohérence avec les réalités du territoire communal,

Considérant que le plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Décide d'approuver le plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales tel que présenté et annexé au Plan Local d'Urbanisme soumis à approbation du Conseil Municipal ce jour.**

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme :

- D'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois ;
- D'une mention de son affichage, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, Le Télégramme et Ouest France ;

La présente délibération, ainsi que le dossier de zonage d'assainissement des eaux pluviale, sera exécutoire dès sa réception par Monsieur le Préfet, après l'accomplissement des mesures de publicité rappelées ci-dessus.

Le zonage d'assainissement des eaux pluviales approuvé sera ensuite tenu à la disposition du public en mairie de Le Palais, Place de l'Hôtel de Ville, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'en Préfecture du Morbihan.

Délibération rendue exécutoire
Transmise en Préfecture le 6 mars 2020
Publiée le : 6 mars 2020
ID : 056-215601527-20200305-020-20-DE

Pour extrait conforme,

Lo Maire

Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

020.20	Approbation du Zonage d'Assainissement des Eaux Pluviales (annexe PLU)
---------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10,

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L.151-24,

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 dite loi sur l'eau,

Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de Bretagne (MRAe) du 20 août 2018 qui décide que le projet de révision du zonage des eaux pluviales de la commune de LE PALAIS doit faire l'objet d'une évaluation environnementale,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 septembre 2018 validant le schéma directeur des eaux pluviales de la commune,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Vu l'avis 2019-006793-43135 6793 tacite en date du 2 mai 2019 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) sur l'évaluation environnementale du projet de révision du zonage d'assainissement des eaux pluviales de la commune de LE PALAIS,

Vu l'arrêté municipal N°007-2019 URBA du 2 juillet 2019 portant ouverture d'une enquête publique unique relative au Plan Local d'Urbanisme, au zonage d'assainissement des eaux pluviales et du zonage d'assainissement des eaux usées,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée **du mardi 23 juillet 2019 à 9h30 au samedi 7 septembre à 12 h 30.**

Vu le rapport et les conclusions motivée de la commission d'enquête,

Considérant qu'il est nécessaire d'établir un zonage d'assainissement des eaux pluviales pour assurer une compatibilité avec les objectifs d'urbanisation du Plan Local d'Urbanisme en cohérence avec les réalités du territoire communal,

Considérant que le plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Décide d'approuver le plan de zonage d'assainissement des eaux pluviales tel que présenté et annexé au Plan Local d'Urbanisme soumis à approbation du Conseil Municipal ce jour.**

La présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme :

- D'un affichage en mairie pendant un délai d'un mois ;
- D'une mention de son affichage, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, Le Télégramme et Ouest France ;

La présente délibération, ainsi que le dossier de zonage d'assainissement des eaux pluviales, sera exécutoire dès sa réception par Monsieur le Préfet, après l'accomplissement des mesures de publicité rappelées ci-dessus.

Le zonage d'assainissement des eaux pluviales approuvé sera ensuite tenu à la disposition du public en mairie de Le Palais, Place de l'Hôtel de Ville, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'en Préfecture du Morbihan.

Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-020-20-DE

Lo Maire
MAIRIE DE LE PALAIS
(Morbihan)
Frederic LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

Instauration du Droit de Prémption Urbain

021.20

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L-2122-22, 15°,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide d'instaurer un droit de préemption urbain sur les secteurs tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente délibération,
- Décide de donner délégation à Monsieur le maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,
- Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R. 211-2 du code de l'urbanisme, qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R. 211-3 du code de l'urbanisme.


Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-021-20-DE

Le Maire

MAIRIE DE LE PALAIS
(Morbihan)
Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

Instauration du Droit de Prémption Urbain

021.20

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L-2122-22, 15°,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Décide d'instaurer un droit de préemption urbain sur les secteurs tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente délibération,**
- **Décide de donner délégation à Monsieur le maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales,**
- **Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, qu'une mention sera insérée dans deux journaux dans le département conformément à l'article R. 211-2 du code de l'urbanisme, qu'une copie sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R. 211-3 du code de l'urbanisme.**

Pour extrait conforme, -

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-021-20-DE

Le Maire

MARIE DE LE PALAIS
(Morbihan)
Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

022.20	Soumettre à déclaration préalable les travaux d'édification de clôture
---------------	---

Monsieur le Maire explique que le Code de l'Urbanisme prévoit que l'édification des clôtures est dispensée de toutes formalités, sauf dans certains secteurs sauvegardés et sites inscrits ou classés. Néanmoins, l'article R 421-12 du même code dispose que le Conseil Municipal peut décider de soumettre l'installation de clôtures à déclaration préalable sur le territoire. Aussi, Monsieur le maire demande à Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux de soumettre à déclaration préalable l'installation d'une clôture sur le territoire communal.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R 421-12,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Considérant que le Conseil Municipal peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur son territoire, en application du nouvel article R421-12 du Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'instaurer cette déclaration permettra à Monsieur le Maire de faire opposition à l'édification d'une clôture lorsque celle-ci ne respecte pas les prescriptions des documents du Plan Local d'Urbanisme ou si la clôture est incompatible avec une servitude d'utilité publique, de manière à éviter la multiplication de projets non-conformes et le développement éventuel de contentieux.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Décide de soumettre les travaux d'édification de clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal en application de l'article R 421-12 du code de l'urbanisme sauf pour les clôtures nécessaires aux exploitations forestières et agricoles.**

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-022-20-DE

Pour extrait conforme,

Le Maire

Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

022.20	Soumettre à déclaration préalable les travaux d'édification de clôture
---------------	---

Monsieur le Maire explique que le Code de l'Urbanisme prévoit que l'édification des clôtures est dispensée de toutes formalités, sauf dans certains secteurs sauvegardés et sites inscrits ou classés. Néanmoins, l'article R 421-12 du même code dispose que le Conseil Municipal peut décider de soumettre l'installation de clôtures à déclaration préalable sur le territoire. Aussi, Monsieur le maire demande à Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux de soumettre à déclaration préalable l'installation d'une clôture sur le territoire communal.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R 421-12,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Considérant que le Conseil Municipal peut décider de soumettre les clôtures à déclaration sur son territoire, en application du nouvel article R421-12 du Code de l'Urbanisme,

Considérant qu'instaurer cette déclaration permettra à Monsieur le Maire de faire opposition à l'édification d'une clôture lorsque celle-ci ne respecte pas les prescriptions des documents du Plan Local d'Urbanisme ou si la clôture est incompatible avec une servitude d'utilité publique, de manière à éviter la multiplication de projets non-conformes et le développement éventuel de contentieux.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Décide de soumettre les travaux d'édification de clôture à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire communal en application de l'article R 421-12 du code de l'urbanisme sauf pour les clôtures nécessaires aux exploitations forestières et agricoles.**

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-022-20-DE

Pour extrait conforme,

Le Maire

Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie- Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

023.20	Soumettre à déclaration préalable les travaux de ravalement
---------------	--

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Considérant que l'article R.421-2 du code de l'urbanisme dispense, en son alinéa m, les travaux de ravalement des façades, en dehors des cas prévus à l'article R 421-17-1,

Considérant que cela va à l'encontre de la volonté du Conseil Municipal, qui attache une grande importance au respect de la valorisation du patrimoine bâti de la commune,

Considérant que l'article R.421-17-1 dispose que, « lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R.421-14 à R.421-16, les travaux de ravalement doivent être précédés d'une déclaration préalable dès lors qu'ils sont effectués sur tout ou partie d'une construction existante située dans une commune ou périmètre de commune où le conseil municipal a décidé de soumettre par délibération motivée, les travaux de ravalement à autorisation » ;

Considérant qu'il existe un intérêt à maintenir la procédure de l'obtention d'une décision favorable de déclaration préalable pour les travaux de ravalement de tout ou partie d'une construction sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R.421-17-1 e) du Code de l'Urbanisme,

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Décide d'instaurer le dépôt obligatoire d'une déclaration préalable pour les travaux de ravalement de tout ou partie de bâtiment sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R.421-17 du code de l'urbanisme**

Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire
Transmise en Préfecture le 6 mars 2020
Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-023-20-DE

Le Maire

Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie- Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

023.20	Soumettre à déclaration préalable les travaux de ravalement
---------------	--

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L210-1, L211-1 et suivants, L213-1 et suivants, L300-1, R211-1 et suivants,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Considérant que l'article R.421-2 du code de l'urbanisme dispense, en son alinéa m, les travaux de ravalement des façades, en dehors des cas prévus à l'article R 421-17-1,

Considérant que cela va à l'encontre de la volonté du Conseil Municipal, qui attache une grande importance au respect de la valorisation du patrimoine bâti de la commune,

Considérant que l'article R.421-17-1 dispose que, « lorsqu'ils ne sont pas soumis à permis de construire en application des articles R.421-14 à R.421-16, les travaux de ravalement doivent être précédés d'une déclaration préalable dès lors qu'ils sont effectués sur tout ou partie d'une construction existante située dans une commune ou périmètre de commune où le conseil municipal a décidé de soumettre par délibération motivée, les travaux de ravalement à autorisation » ;

Considérant qu'il existe un intérêt à maintenir la procédure de l'obtention d'une décision favorable de déclaration préalable pour les travaux de ravalement de tout ou partie d'une construction sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R.421-17-1 e) du Code de l'Urbanisme,

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Décide d'instaurer le dépôt obligatoire d'une déclaration préalable pour les travaux de ravalement de tout ou partie de bâtiment sur l'ensemble du territoire communal, en application de l'article R.421-17 du code de l'urbanisme**

Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire
Transmise en Préfecture le 6 mars 2020
Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-023-20-DE

Le Maire

MAIRIE DE LE PALAIS
Morbihan
Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

024.20	Soumettre à Permis les Démolitions
---------------	---

Monsieur le Maire explique que le Code de l'Urbanisme prévoit, depuis le 1^{er} octobre 2007, date de l'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme introduite par l'ordonnance 2005-1527 du 8 décembre 2005, que le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne sont plus systématique.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R 421-27,

Considérant que doivent être précédés d'un permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans la commune où le conseil municipal a décidé d'instituer le permis de démolir.

Considérant l'intérêt de la procédure d'obtention d'une décision favorable de permis de démolir permettant de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti de la commune, une préservation du bâti traditionnel et de maintenir une harmonisation avec les constructions existantes.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Décide de soumettre à permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction sur l'ensemble du territoire communal en application de l'article 421-27 du code de l'urbanisme.**

Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-024-20-DE

Le Maire

Maire de Le Palais
(Morbihan)
Frédéric LE GARS

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

EXTRAIT PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Jeudi 5 mars 2020

L'an deux mil vingt, le Jeudi 5 mars, à 14 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de LE PALAIS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents adressés au moins trois jours francs avant la présente séance, s'est réuni, à la salle du conseil communautaire, sise au siège de la CCBI à Haute Boulogne, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS, Maire.

Etaient présents : Le Maire : Frédéric LE GARS.

Les Adjoints : Tibault GROLLEMUND, Martine COLLIN, Jean-Luc GUENNEC, Muriel VALLADE.

Les Conseillers : Philippe ENHART, Marie-Céline GUILLERME, Jacqueline KERIGNARD, Marie Françoise LE BLANC, Geneviève LE CLECH, Jacky LEMAIRE, Marie-Andrée LE MATELOT, Georges MIGNON.

Pouvoir : Marie-Christine PERRUCHOT à Tibault GROLLEMUND, Marie-Paule PERRUCHOT à Jacqueline KERIGNARD, Béatrice TERRIEN à Muriel VALLADE, Catherine MAREC à Marie-Céline GUILLERME

Absents : Jean-Pierre TANNEAU, Patrick LE PELLETIER-BOISSEAU, Jérôme LEDOUX, Ludovic HUCHET, Jérôme HAYS.

Secrétaire de séance : Tibault GROLLEMUND

Quorum : 12

Nombre de conseillers en exercice : **22** de présents : **13** de votants : **17** Convocation : **28 février 2020**

024.20

Soumettre à Permis les Démolitions

Monsieur le Maire explique que le Code de l'Urbanisme prévoit, depuis le 1^{er} octobre 2007, date de l'entrée en vigueur de la réforme des autorisations d'urbanisme introduite par l'ordonnance 2005-1527 du 8 décembre 2005, que le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne sont plus systématique.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-22, 15°,

Vu la délibération 018/20 du 5 mars 2020, adoptée sur proposition du maire, à la majorité absolue, décidant de se réunir à huis clos,

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil municipal n° 019/20 du 5 mars 2020,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article R 421-27,

Considérant que doivent être précédés d'un permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction située dans la commune où le conseil municipal a décidé d'instituer le permis de démolir.

Considérant l'intérêt de la procédure d'obtention d'une décision favorable de permis de démolir permettant de garantir une bonne information sur l'évolution du bâti de la commune, une préservation du bâti traditionnel et de maintenir une harmonisation avec les constructions existantes.

Après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Décide de soumettre à permis de démolir les travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction sur l'ensemble du territoire communal en application de l'article 421-27 du code de l'urbanisme.**

Pour extrait conforme,

Délibération rendue exécutoire

Transmise en Préfecture le 6 mars 2020

Publiée le : 6 mars 2020

ID : 056-215601527-20200305-024-20-DE

